



Monsieur Paul Champsaur
Président
Autorité de Régulation des Communications Électroniques et
des Postes
7, Square Max Hymans
75730 Paris Cedex 15

Réf : dr&o/em/arcep/04/07/008
LRAR : 8794 54 00 2FR

Baie Mahault, le 18 avril 2007

Monsieur le Président,

La première phase d'analyse du marché de gros de la terminaison d'appel vocal sur les réseaux mobiles couvrant la période 2005-2007 avait abouti à l'imposition à Orange Caraïbe de nombreuses obligations, notamment un contrôle tarifaire pluriannuel sous la forme d'un « price-cap », ainsi que de lourdes obligations de séparation comptable et de comptabilisation des coûts des prestations d'accès et d'interconnexion relatives à la terminaison d'appel vocal directe ; à cet égard, Orange Caraïbe considère que la complexité de mise en œuvre de ces dernières obligations apparaît disproportionnée eu égard à la taille et la structure de l'entreprise et du marché sur lequel elle évolue.

Alors que le cadre réglementaire de 2002 visait en principe un allègement de la régulation sectorielle, dès lors que les obstacles au maintien ou au développement d'une concurrence effective sur le marché de détail seraient levés, Orange Caraïbe constate avec regret que la nouvelle analyse de l'Autorité, soumise actuellement à consultation publique, ne laisse présager aucun allègement.

Bien au contraire, le présent texte semble indiquer que des obligations supplémentaires seraient envisagées pour la période 2008-2010 (modèle technico-économique de type CMILT, prestations d'accès aux sites).

Pour autant, cette deuxième phase d'analyse, dont le point de départ devrait être l'examen précis et détaillé de la situation concurrentielle sur les marchés de détail, ne permet pas d'étayer par des faits nouveaux une détérioration concurrentielle sur ces marchés qui justifierait de maintenir ou de renforcer les obligations réglementaires mises en œuvre sur les marchés de gros mobile associés, selon les cas et dans l'intérêt des consommateurs.

Ainsi, la contribution d'Orange Caraïbe à la présente consultation publique rejoint de manière générale celle développée par Orange France, notamment en ce qui concerne les réponses apportées aux problématiques soulevées par l'Autorité sur le traitement des MVNO ou la question de la différenciation tarifaire ; quelques commentaires relatifs au marché des Antilles Guyane sont par ailleurs explicités en annexe.

S'agissant des obligations tarifaires, Orange Caraïbe souhaite rappeler qu'elle a fourni à l'Autorité à plusieurs reprises depuis fin 2005, dans le cadre de ses courriers et réponses aux précédentes consultations publiques, un état des lieux du marché antillo-guyanais, notamment au regard des prix moyens réellement constatés des terminaisons d'appel sur les différents réseaux mobiles et de l'importante asymétrie tarifaire qui en découle.



Enfin, Orange Caraïbe espère vivement qu'elle aura l'opportunité, lors des discussions ultérieures prévues par l'Autorité, de préciser son point de vue tant sur les niveaux de prix moyens des terminaisons d'appel pour la période d'analyse que sur les conditions de leur nécessaire convergence sur ce marché.

Mes collaborateurs restent à la disposition des services de l'Autorité pour toute information complémentaire relative à cette contribution.

En vous souhaitant une bonne réception, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

Jean Philippe Gay,
Directeur Général

ANNEXE de la réponse d'Orange Caraïbe à la consultation publique

1. La délimitation géographique du marché pertinent

L'Autorité conclut de nouveau dans cette seconde analyse à l'existence d'un marché géographique distinct du marché métropolitain : le marché Antilles-Guyane, comprenant les départements de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Martinique.

Orange Caraïbe ne peut que souscrire à cette délimitation géographique du marché.

En effet, les différentes données dont elle dispose – les données réglementaires, techniques, commerciales, économiques ou géographiques – confortent une telle définition d'un marché Antilles-Guyane unique, notamment :

- Orange Caraïbe, Digicel et Outremer Télécom/Only sont effectivement présents avec des offres de service concurrentes et une couverture déployée sur l'ensemble des départements de Guadeloupe, Guyane et Martinique ;
- la portabilité des numéros a été mise en place en même temps dans la zone Antilles-Guyane, le 1er avril 2006, conformément au décret n° 2006-82 du 27 janvier 2006. Le périmètre de mise en œuvre de cette dernière et les opérateurs concernés sont bien relatifs à la zone Antilles-Guyane.
- les opérateurs caribéens supportent des coûts supplémentaires par rapport aux opérateurs métropolitains, coûts liés à l'acheminement du matériel, aux risques sismiques et cycloniques, aux salaires et prestations ainsi que des surcoûts sur les postes de transmission, de commutation et d'exploitation dans le cadre de la sécurisation de leurs réseaux ; ces différences de coût, identiques quel que soit le département considéré, ont d'ailleurs été reconnues par l'Autorité dans le cadre de ses précédentes décisions relatives à la terminaison d'appel des opérateurs mobiles des DOM.

Par ailleurs, Il convient d'observer que cette délimitation géographique du marché pertinent n'a pas été contestée par les opérateurs¹ présents sur le marché des Antilles Guyane.

Au vu de ces éléments, et contrairement à ce qu'indique l'Autorité, Orange Caraïbe estime que l'application de deux structures tarifaires différentes sur un même et unique marché ne saurait être conforme à la définition du marché pertinent des Antilles Guyane.

Ainsi, Orange Caraïbe souhaite que des mesures soient prises par l'Autorité dans le cadre de la présente analyse, afin de mettre fin, **dès 2008, à l'application d'une tarification différente entre les Antilles et la Guyane** (secret des affaires).

2. Les obligations

Une absence d'évolution vers un allègement de la régulation ex ante

Orange Caraïbe estime qu'il serait pertinent d'établir le bilan de la réglementation actuelle avant d'envisager un maintien ou un renforcement des obligations réglementaires.

En effet, le cadre réglementaire prévoit qu'il incombe aux autorités de régulation de justifier les remèdes envisagés, qui doivent être adaptés aux problèmes concurrentiels rencontrés sur le marché étudié, proportionnés² et justifiés au regard des objectifs du cadre réglementaire.

¹ Excepté Outremer Telecom

Aussi, Orange Caraïbe s'interroge sur l'opportunité du strict maintien de l'ensemble des obligations au terme de cette nouvelle analyse.

La question de l'harmonisation de la régulation entre les différentes zones géographiques

S'il est indéniable que les spécificités propres à chacune des zones géographiques identifiées par l'Autorité doivent être prises en compte, l'équité des traitements doit pour autant être garanti.

A cet égard, Orange Caraïbe avait précédemment attiré l'attention de l'Autorité sur la différence de traitement, non justifiée, qui existait entre la métropole et les DOM, et dont Orange Caraïbe était victime ; aussi, l'opérateur souhaite que la nouvelle période d'analyse 2008-2010 puisse être celle de l'harmonisation de la régulation, visant notamment une homogénéité de la notion de non excessivité des prix moyens de terminaison au sein des diverses zones géographiques identifiées par l'Autorité (métropole, Antilles-Guyane, Réunion-Mayotte).

Un préalable indispensable concernant les obligations tarifaires

Pour Orange Caraïbe, il est indispensable que pour la fixation du niveau des obligations tarifaires envisagées pour les opérateurs de la zone Antilles-Guyane, **l'Autorité prenne en compte les profils de consommation réels de la zone concernée et non le profil de référence métropolitain**, qui ne permet pas de juger convenablement de la réalité des baisses imposées aux opérateurs.

En effet, les critères reflétant la réalité du marché antillo-guyanais et ses particularités d'usage ne sont pas pris en compte dans les décisions actuelles de l'Autorité, dans lesquelles les prix moyens sont calculés selon la loi statistique de Weibull.

(Secret des affaires)

De plus, il est important de noter que cette méthode ne tient que partiellement compte de la charge d'établissement d'appel, appliquée actuellement par la plupart des opérateurs de la zone (Digicel, Outremer Telecom, Dauphin Telecom). En effet, avec une structure tarifaire incluant une charge d'appel, le prix moyen dépend du volume d'appels, ce paramètre n'étant pas pris en compte par la loi de Weibull.

Toutefois, si l'Autorité persistait à maintenir le profil de consommation métropolitain comme profil de référence pour les DOMs, Orange Caraïbe souhaite que la charge d'établissement d'appel soit supprimée dans les plus brefs délais.

² À cette fin, les autorités de régulation doivent produire une analyse des conséquences de l'imposition d'un remède donné et les comparer avec celles qui auraient résulté de l'imposition d'autres remèdes afin de choisir le moins contraignant pour le marché.

Sur la non-excessivité des tarifs

En premier lieu, l'Autorité mentionne dans le présent texte son intention de préciser lors d'une prochaine consultation publique prévue durant l'été 2007 « *le détail des obligations de contrôle tarifaire (et en particulier l'appréciation de la non excessivité de leurs tarifs)* ». Orange Caraïbe aurait souhaité que l'Autorité puisse d'ores et déjà inclure dans la présente analyse les précisions qu'elle envisage d'apporter.

Par ailleurs, l'Autorité indique qu'elle « *apprécie le caractère excessif des tarifs de terminaison d'appel vocal mobile au regard des écarts de tarifs de gros qui peuvent ainsi exister entre les différents opérateurs, en particulier entre ceux soumis à une obligation d'orientation vers les coûts et donc à un price cap spécifié par l'Autorité et ceux soumis à une obligation de non excessivité de leurs tarifs de terminaison d'appel vocal mobile* » et que « *l'application de la notion de prix non excessifs pouvait se traduire par la nécessité de limiter l'écart [...] de façon à limiter les éventuelles distorsions concurrentielles pouvant exister sur les marchés de détail sous-jacents* ».

Pour Orange Caraïbe, la **non-excessivité de la terminaison d'appel d'un opérateur**, pour être correctement appréhendée, ne doit pas s'apprécier par rapport à un simple tarif facial, mais bien **par rapport au prix moyen tenant compte de la structure tarifaire** d'une part (notamment l'existence ou non d'une charge d'établissement d'appel) et **du profil de consommation réel du marché** d'autre part.

A ce titre, Orange Caraïbe s'interroge sur le caractère raisonnable du niveau d'écart entre les prix moyens observés actuellement sur le marché antillo-guyanais au regard de l'écart maximum observé sur le marché de la métropole entre Bouygues Télécom d'une part, et Orange France et SFR d'autre part, lequel était de 45%³ sur les années 1999 et 2002. Cet écart jugé alors trop important par l'Autorité a été réduit à 18% pour les années 2004 à 2006.

Dès lors, Orange Caraïbe réitère sa demande d'un traitement équitable et non discriminatoire des acteurs soumis à l'obligation de non excessivité d'une part et ceux soumis à un « price cap » d'autre part.

De même que l'Autorité reconnaît dans son analyse le risque de distorsion concurrentielle découlant de la présence d'un acteur non régulé sur un marché mobile où opèrent d'autres acteurs eux-mêmes régulés, un encadrement non symétrique de la terminaison d'appel pourrait également entraîner d'importantes distorsions concurrentielles.

En effet, en l'absence de régulation de la charge de terminaison d'appel d'un opérateur nouvel entrant, ou dans le cas d'une régulation trop permissive quant à l'appréciation de l'excessivité de cette terminaison, cet opérateur pourrait animer le marché de détail de manière très agressive grâce « aux revenus d'interconnexion ponctionnés sur ses concurrents. » Comme l'a précisé l'Autorité, ceci pourrait d'ailleurs « conduire à déstabiliser artificiellement le positionnement des offres de détail mises en place par ses concurrents, par rapport à celles qu'il offre sur le même segment de marché. »⁴

En la matière, le Conseil de la Concurrence a confirmé cette analyse, considérant dans son avis n°07-A-01 du 1^{er} février 2007 « qu'une prévisibilité suffisante doit être assurée aux nouveaux entrants sur les marchés de la téléphonie en ce qui concerne l'évolution de leur revenus, particulièrement ceux tirés des charges de terminaison d'appel, qui ont constitué par le passé une part prépondérante des recettes des nouveaux entrants, mais sont aujourd'hui soumises à une régulation. Cette prévisibilité pourrait prendre la forme d'un calendrier annoncé de l'évolution de ces charges ou de lignes directrices précisant les méthodes que l'Autorité se propose de retenir pour caractériser une charge de terminaison d'appel excessive. »

D'ailleurs, dans le cadre de son projet de décision n° 06-0453 portant sur la détermination des marchés pertinents concernant la terminaison d'appel vocal sur les réseaux mobiles d'Outremer Telecom et St Martin & St

³ Décision n°04-939 portant sur l'influence significative de Bouygues Télécom sur le marché de gros de la terminaison d'appel

⁴ Cf. à ce titre, les éléments complémentaires à l'analyse des marchés pertinents relatifs à la terminaison d'appel vocal sur les réseaux mobiles d'Outremer Telecom et de St Martin & St Barthélemy Tel Cell publiés en janvier 2007 par l'Autorité.

Barthélemy Tel Cell, l'Autorité avait proposé la fixation d'un **prix plafond**, donnant ainsi une visibilité certaine sur l'appréciation du caractère excessif de la charge de terminaison.

Bien qu'Orange Caraïbe ait approuvé la mise en place d'une telle mesure, elle avait indiqué à l'Autorité dans sa réponse à la consultation son souhait qu'une méthode d'évaluation des prix plafonds plus pertinente et pérenne puisse être mise en place et utilisée dans les prochaines décisions. (Secret des affaires)

Enfin, Orange Caraïbe note qu'Outremer Télécom prend des engagements sur d'éventuelles baisses pour l'année 2008. En effet, ce dernier préconise d'appliquer la même baisse qu'Orange Caraïbe majorée de 5% ; pour Orange Caraïbe, l'application d'une telle mesure ne va pas dans le sens d'une réduction suffisante des écarts constatés entre les opérateurs et ne saurait être, de ce fait, conforme à l'obligation de non excessivité des tarifs.

Crédit temps et charge d'établissement d'appel (CEA)

En premier lieu, Orange Caraïbe approuve la mesure qu'envisage l'Autorité quant à l'interdiction pour tout opérateur de proposer une structure tarifaire comportant un crédit temps. Cette proposition est en parfaite cohérence avec ce que l'Autorité annonçait dès 2005 à ce sujet : "il paraît important que l'ensemble des opérateurs mobiles supprime au plus tard au 1er janvier 2007 la pratique de la période indivisible, qui ne se justifie pas économiquement et qui fait supporter des charges importantes sur les appels courts de manière indue."

Néanmoins, Il est essentiel de noter que l'obligation de passage à une structure tarifaire sans crédit temps a incité la plupart des opérateurs de la zone Antilles-Guyane à **adopter une structure tarifaire avec une charge d'établissement d'appel élevée**, et ce, afin de minimiser l'impact de cette mesure sur leur revenu. En effet, la mise en place de charge d'appel élevée a des effets comparables à celle d'une structure tarifaire avec un crédit temps, puisqu'elle s'applique à tous les appels, indépendamment de la durée de l'appel, agissant ainsi comme un palier de facturation. Ce système a inévitablement engendré une augmentation des prix moyens pour certaines durées d'appels, ainsi qu'Orange Caraïbe a pu le constater sur les échanges avec certains opérateurs du marché.

Ainsi, au cours du cycle d'analyse précédent, certains opérateurs ont largement exploité la nouvelle structure de tarification comportant une charge d'établissement d'appel ainsi que les incohérences entre les différents profils statistiques (profil réel de consommation sur le marché antillo-guyanais vs profil de référence métropolitain) afin de conserver un prix réel de terminaison d'appel bien supérieur au prix moyen calculé.

Orange Caraïbe souhaite donc que **la CEA soit justifiée par le coût réel de l'établissement d'appel**, conformément au principe que *« l'opérateur de terminaison doit fixer un prix d'établissement d'appel en cohérence avec sa structure de coûts relative à sa terminaison d'appel vocal et en particulier les coûts qu'il supporte et qui ont pour inducteur principal le nombre d'appels plutôt que le volume de trafic de terminaison »* et que, par ailleurs, **l'Autorité puisse mettre en place une procédure permettant d'apprécier ce coût**.

(Secret des affaires)

Enfin, pour conclure, Orange Caraïbe souhaite instamment :

- que la non-excessivité de la terminaison d'appel soit appréciée de manière équitable et selon des critères objectifs et, (secret des affaires),
- et que l'économie globale des services mobiles soit appréhendée par l'Autorité au moment de juger de cette non-excessivité.